

Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Implantation du 3ème centre d'incendie et de secours de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Montpellier Sud - Convention de participation financière entre la Ville de Montpellier et le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La loi n°96-369 du 3 mai 1996 a mis en place une nouvelle organisation des services d'incendie et de secours à l'échelle départementale. A ce titre, le service incendie du District de l'Agglomération de Montpellier a été intégré au Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS 34).

A l'échelle du territoire départemental, le SDIS, établissement public sous la double autorité opérationnelle du Préfet et, administrative, du Président de son conseil d'administration, couvre environ 72 000 interventions par an. Sur l'ensemble des cinq grands domaines d'urgence que comptent ses missions, le SDIS intervient à environ 65 % en matière de secours d'urgence aux personnes.

A ce jour, deux casernes sont installées sur le territoire de la Ville de Montpellier : le centre de secours Jean-Guizonnier, situé dans le quartier Mosson et le centre de secours Marx-Dormoy, situé à Montaubérou, dans le secteur du Millénaire. Les terrains d'assiette de ces deux casernes ont fait l'objet de mises à disposition par le District dans le cadre de la loi du 3 mai 1996 précitée, mises à disposition toujours en vigueur.

Le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques du département de l'Hérault, arrêté en 2016 par le Préfet de l'Hérault, a fait le constat d'une nécessaire évolution du dispositif de secours sur le territoire de la Ville de Montpellier et a relevé précisément le besoin d'amélioration des temps de secours sur une partie du territoire, en particulier l'hyper-centre.

Plusieurs échanges et rencontres entre les représentants de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole et du SDIS 34 ont permis l'étude de sites potentiels sur le territoire de la Ville de Montpellier pour la réalisation dans un premier temps d'un troisième centre d'incendie et de secours, afin de permettre une meilleure couverture d'intervention. L'accroissement démographique de l'aire métropolitaine de Montpellier et les temps d'intervention en milieu urbain rendent nécessaire une nouvelle implantation.

Afin de répondre à ce besoin de service public majeur et urgent, la Ville de Montpellier a approuvé, lors de la séance du Conseil municipal du 5 octobre 2020 la proposition d'implantation située au sein de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Montpellier Sud, rue du Mas Saint Pierre, cadastrée OL n°48p et 51p dont les caractéristiques de localisation, de desserte, de temps d'intervention et d'intégration hors d'un milieu résidentiel sont concordantes avec les besoins du SDIS 34.

Le SDIS et la Ville ont conclu un bail emphytéotique, d'une durée de 99 ans et pour un euro symbolique, sur les parcelles OL92, OL95 ET OL91 situées rue du Mas Saint Pierre, ZAC Montpellier Sud, pour une superficie totale de 54 ares et 98 centiares.

A la suite d'une procédure de concours d'architecte restreinte, lancée par la Délibération n°2022-16 du 8 février 2022, la maîtrise d'œuvre du projet a été attribuée au studio Gardoni.

En suivant, un appel d'offres ouvert de 16 lots a été lancé pour les marchés de travaux. Celui-ci a fait l'objet d'analyse et d'attribution par la commission d'appel d'offres, régulièrement convoquée le 19 mars 2024.

Le montant total prévisionnel du projet est de 11 000 000 € HT.

Au regard, des enjeux que présente un tel projet en matière d'amélioration de la réponse de secours à l'échelle de l'ensemble de la commune de Montpellier, la participation de la Ville est proposée à hauteur de 2 200 000 €.

Pour l'appel de fonds, le SDIS 34 émettra semestriellement un titre de recettes :

- 30 décembre 2024 : 750 000 € ;
- 15 juin 2025 : 750 000 € ;
- 15 novembre 2025 : le solde.

En outre, un état récapitulatif définitif des mandats ajustera le dernier appel de fonds en fonction des sommes réellement engagées par le SDIS 34.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement des fonds de concours relatifs au projet proposé ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention entre la Ville de Montpellier et le SDIS 34 ;
- D'approuver les termes de la convention de versement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 décembre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 décembre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention_participation_3èmeCS_montpellier_sud

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241217-286328-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 26/12/24
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Réunion du 8 novembre 2024

Transmis au contrôle de légalité le :

20/11/24

[BCA/2024/09](#)

Affiché le :

20/11/24

[DELIBERATION n°2024-109](#)

Objet : Convention de participation financière pour la réalisation du 3^{ème} centre de secours de Montpellier

Assistaient à la réunion avec voix délibérative :

- Monsieur Jérôme LOPEZ, Maire de St Mathieu de Tréviers, 1^{er} vice-Président du CASDIS ;
- Monsieur Jacques RIGAUD, Conseiller départemental du canton de Lodève, 2^{ème} vice-Président du CASDIS ;
- Monsieur Jean-Noël BADENAS, Maire de Puisserguier, 3^{ème} vice-Président du CASDIS (en distanciel).

Membres excusés :

- Monsieur Kléber MESQUIDA, Président du Conseil départemental, Président du CASDIS ·

- Vu la délibération 2017-29 du Conseil d'Administration en date du 7 mars 2017 relative au plan pluriannuel d'investissement bâtementaire 2017-2021, fixant le pourcentage de participation financière de la commune en fonction du montant de l'opération.
- Vu la délibération n°2023-17 du Conseil d'Administration en date du 7 février 2023 relative au plan pluriannuel d'investissement bâtementaire 2023-2026, fixant le pourcentage de participation financière de la commune en fonction du montant de l'opération.

Par bail emphytéotique du 6 mars 2024, la ville de Montpellier a consenti au Service Départemental d'incendie et de Secours de l'Hérault, la mise à disposition pour une durée de 99 ans et à l'euro symbolique, des parcelles cadastrées OL92, OL95 et OL91 d'une superficie totale de 5 198m², en vue d'y construire le 3^{ème} centre de secours de Montpellier.

A la suite d'une procédure de concours restreint d'architectes lancée par la délibération n°2022-16 du 8 février 2022, la maîtrise d'œuvre du projet a été attribuée au studio GARDONI.

En suivant, un appel d'offre ouvert de 16 lots a été publié pour les marchés de travaux parmi lesquels 15 lots ont été attribués, le 16^{ème} devant faire l'objet d'une relance ultérieure.

La convention, objet de la présente délibération, détermine les modalités de la participation financière de la ville de Montpellier dans cette opération estimée à 11 000 000€.

Il est ainsi convenu une participation à hauteur de 20% de cette estimation soit 2 200 000€ réajustés en fonction de l'état récapitulatif définitif des mandats des sommes réellement engagées par le SDIS.

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du Conseil d'administration, approuvent les termes de la convention et autorisent le Président à signer cette dernière.

Membres en exercice : 4
Membres présents ayant voix délibérative : 3
Nombres de suffrages exprimés : 3
dont 2 présents au siège
et 1 en distanciel

Vote :

Pour 3
Contre 0
Abstention 0

Pour le Président et par délégation,
Le 1^{er} Vice-Président du CASDIS

Jérôme LOPEZ



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE A LA RÉALISATION DU NOUVEAU CENTRE DE SECOURS SUR LA COMMUNE DE MONTPELLIER

- Vu la délibération 2017-29 du Conseil d'Administration en date du 7 mars 2017 relative au plan pluriannuel d'investissement bâtiminaire 2017-2021, fixant le pourcentage de participation financière de la commune ou de l'EPCI en fonction du montant de l'opération.
- Vu la délibération n°2023-17 du Conseil d'Administration en date du 7 février 2023 relative au plan pluriannuel d'investissement bâtiminaire 2023-2026, fixant le pourcentage de participation financière de la commune ou de l'EPCI en fonction du montant de l'opération.

Entre les soussignés

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault, SIRET 283 400 497 00022 dont le siège social est situé 150 rue Supernova à Vailhauquès (34570) dument représenté par le Président du Conseil d'Administration, Monsieur Kléber MESQUIDA, agissant au nom et pour le compte de l'établissement public.

Et

La mairie de Montpellier SIRET 213 401 722 01787 dont le siège social est situé 1, place Georges Frêche à Montpellier (34267), dument représentée par son Maire Michaël DELAFOSSE, agissant au nom et pour le compte de la ville par délibération

Préambule

Afin d'améliorer la couverture opérationnelle de son territoire communal, le conseil municipal de la ville de Montpellier a approuvé, par délibération n°V2020-10, la proposition d'implantation du troisième centre de secours à Montpellier.

Le SDIS et la ville ont conclu un bail emphytéotique, d'une durée de 99 ans et pour un euro symbolique, sur les parcelles OL92, OL95 ET OL91 situées rue du Mas Saint Pierre, Zac de la Restanque, pour une superficie totale de 51 ares et 98 centiares.

Suite à une procédure de concours d'architecte restreint lancée par la délibération n°2022-16 du 8 février 2022, la maîtrise d'œuvre du projet a été attribuée au studio GARDONI.

En suivant, un appel d'offre ouvert de 16 lots a été lancé pour les marchés de travaux parmi lesquels 15 lots ont été attribués, le 16^{ème} devant faire l'objet d'une relance ultérieure.

Le montant total prévisionnel du projet est de 11 000 000.00€HT.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de la participation financière de la commune de Montpellier dans le cadre de la construction du nouveau centre de secours.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à la date de la signature par les parties et prendra fin à l'issue du versement intégral par la commune de sa participation.

Article 3 : Montant de l'opération

Le montant global estimé du projet est de 11 000 000.00€HT.

Article 4 : Démarrage des travaux

Le démarrage des travaux est prévu pour le deuxième semestre 2024 pour une durée de 18 mois.

Article 5 : Modalités financières

Conformément à la délibération 2017-29 du 7 mars 2017 et la délibération n°2023-17 du 7 février 2023, la participation des communes ou EPCI s'élève à 20% pour les projets de plus de 750 000€ soit une estimation à **2 200 000€**.

Le versement s'échelonnera sur deux exercices budgétaires selon des modalités suivantes :

- xxx% en 2024 :
- xxx% en 2025 du montant restant des dépenses réellement engagées.

Ou

Pour l'appel de fonds, le SDIS émettra semestriellement un titre de recettes :

- 15 Novembre 2024 : 750 000€
- 15 Juin 2025 : 750 000€
- 15 Novembre 2025 : le solde

En outre, un état récapitulatif définitif des mandats ajustera le dernier appel de fond en fonction des sommes réellement engagées par le SDIS.

Article 6 : Engagements des parties

La mairie de Montpellier s'engage à verser les sommes dues dans un délai raisonnable après chaque appel de fonds du SDIS de l'Hérault.

Article 7 - Différends et litiges

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, tous les litiges seront de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Vailhauquès, en deux exemplaires, le

Pour la mairie de Montpellier,

Pour le SDIS 34,